

# Les retraites :

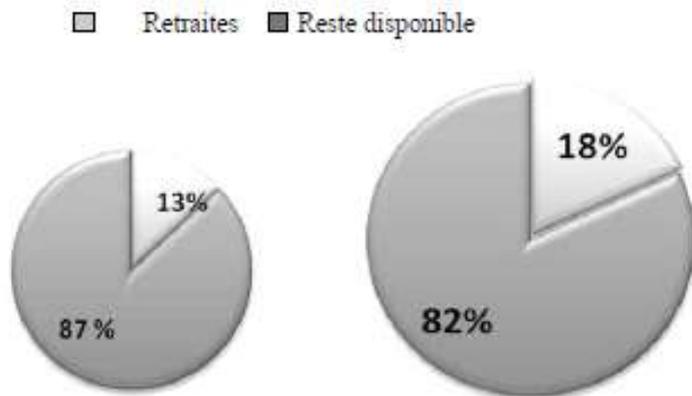
## une question de répartition de la valeur ajoutée (VA)

### *Un autre partage des richesses*

Selon les hypothèses du COR, le PIB aura doublé en 2050, passant de 2000 milliards aujourd'hui à 4000 milliards.

**2010** : retraites 13% du PIB, soit environ 260 milliards d'euros. Le reste : 1740 milliards.

**2050** : retraites 18% du PIB, soit environ 720 milliards d'euros. Le reste : 3280 milliards.



*Part retraites PIB 2010*

*Part retraites PIB 2050*

\***Valeur ajoutée** = richesse nouvelle créée par le travail (et le capital ?) à l'occasion de toute production de bien ou de service, dans les entreprises et dans les administrations.  
**Tous les revenus proviennent nécessairement de la VA (répartition primaire ou secondaire)**

\*Somme des valeurs ajoutées pendant un an = **PIB**

\*Pour financer les retraites, il faudra consacrer **une part plus importante de la VA aux pensions jusqu'en 2050**. Mais le PIB va au moins doubler d'ici là, donc la part sera à prélever sur un « gâteau » deux fois plus gros. *Est-ce impossible, insupportable ?*

# Un effort insurmontable ?

=> De 1960 à 2000, les pensions ont pris une part de plus en plus importante du PIB :

- Part des cotisations retraites dans le PIB :

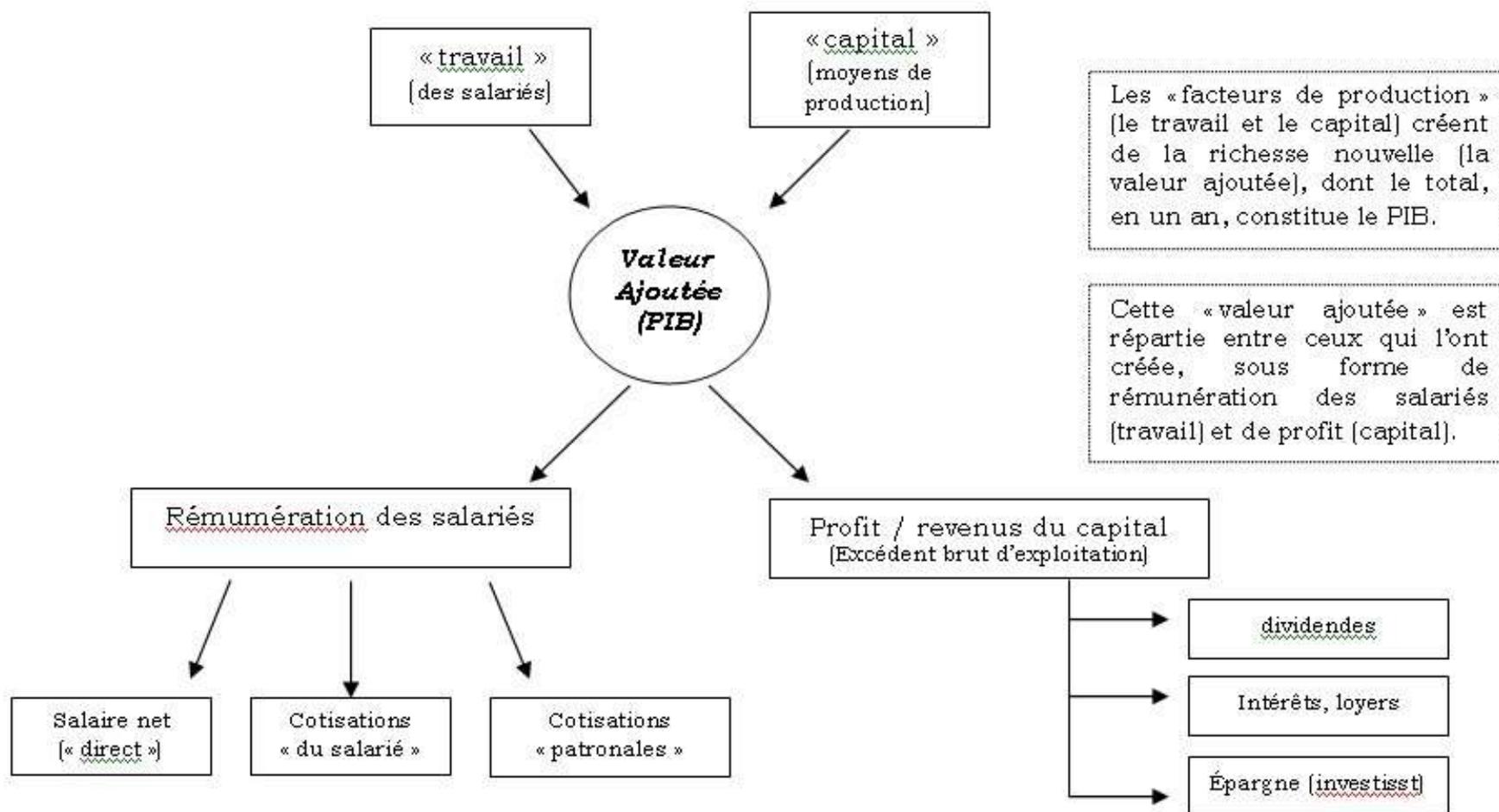
**1960** : 5.4% du PIB

**2000** : 12,6% du PIB

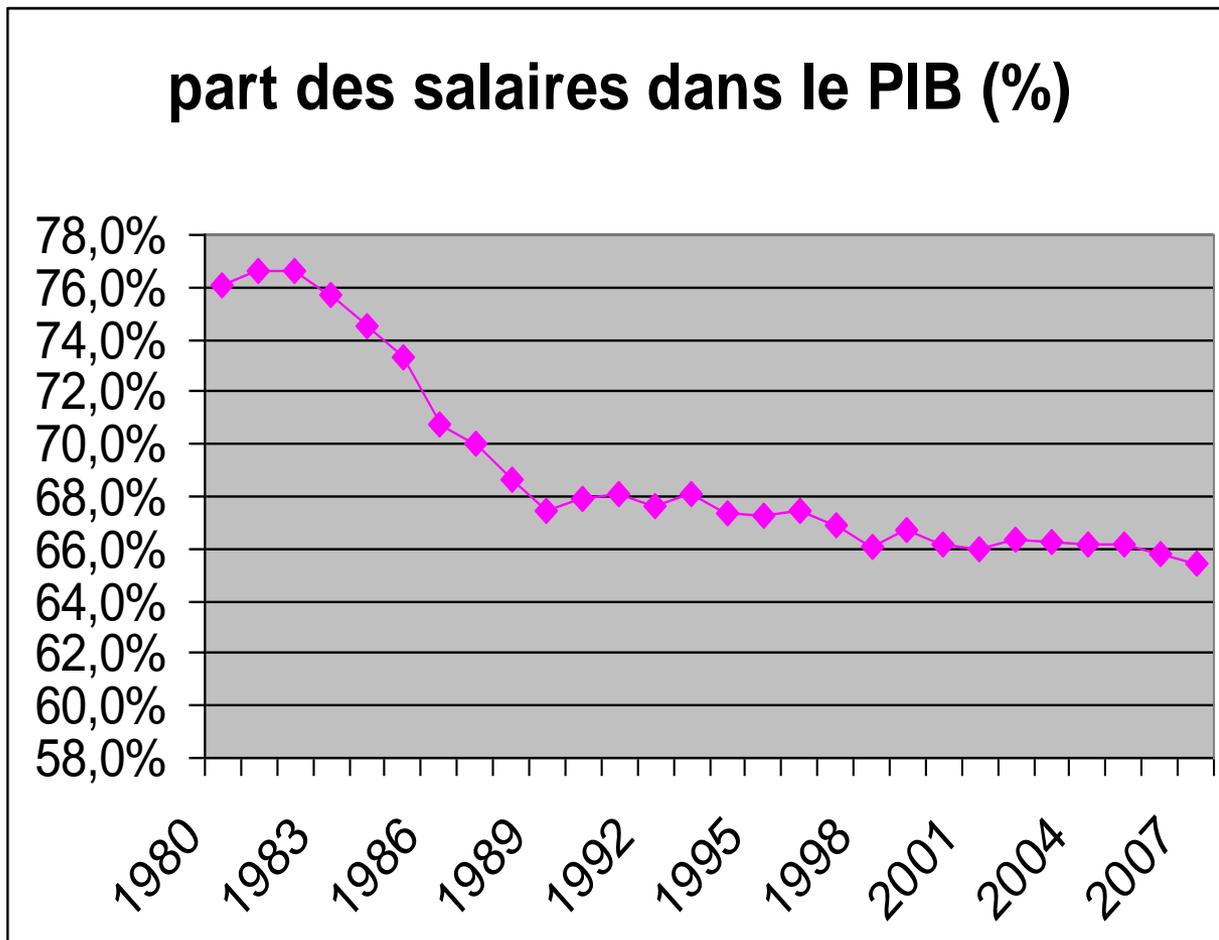
=> D'ici 2050, il faut arriver à 18% du PIB consacrés aux pensions, soit **un effort identique à celui qui a été réalisé entre 1960 et 2000...**

# Comment faire ?

## Le principe de la répartition de la VA



# La part des salaires dans la VA depuis 30 ans...

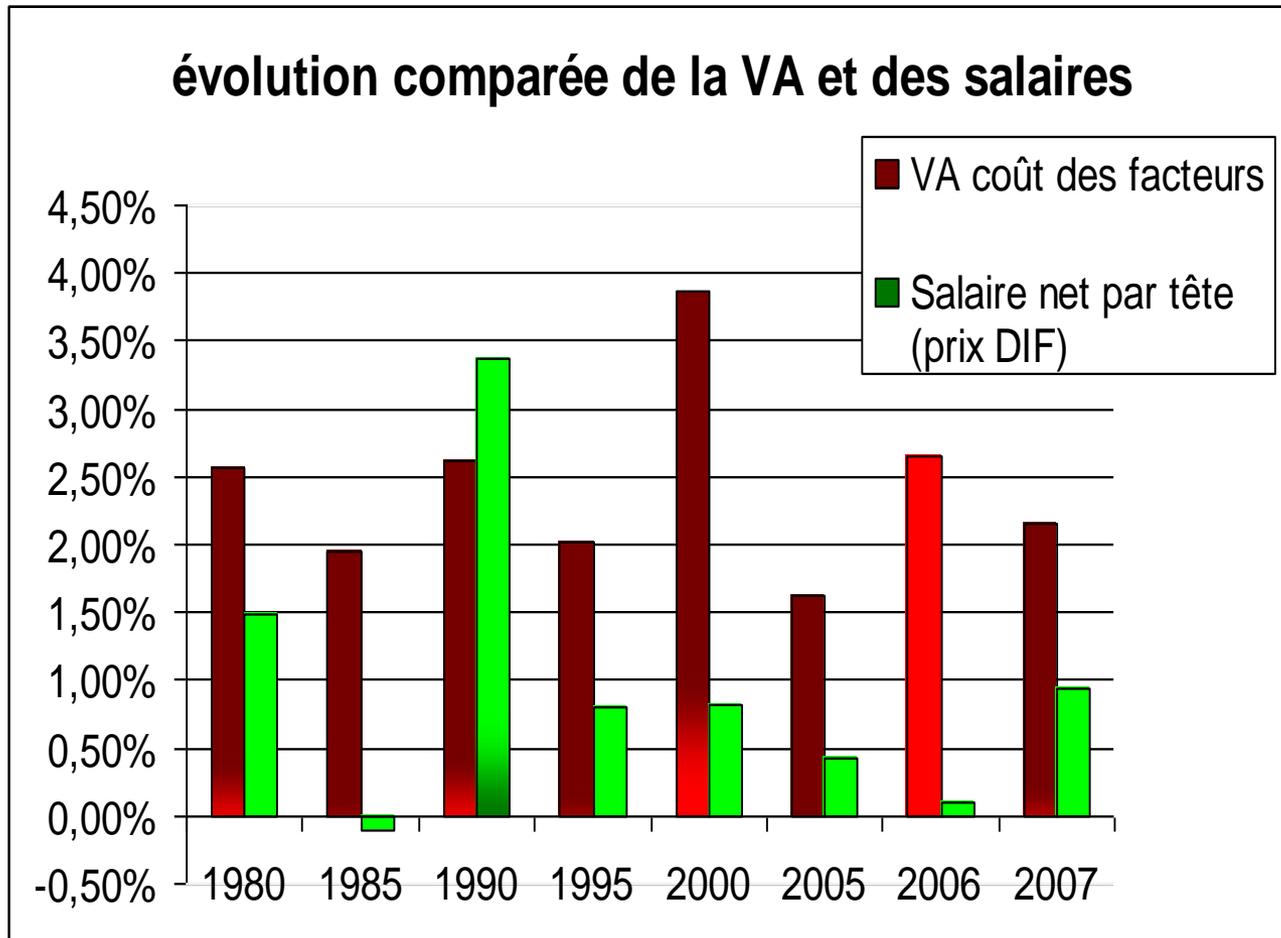


**Depuis le début des années 1980, la part de la richesse qui revient aux salariés a nettement chuté et stagne à un niveau faible depuis les années 90.**

**Si la VA va moins aux salariés, alors on peut moins financer les retraites...**

Source : Insee, « partage de la valeur ajoutée », [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

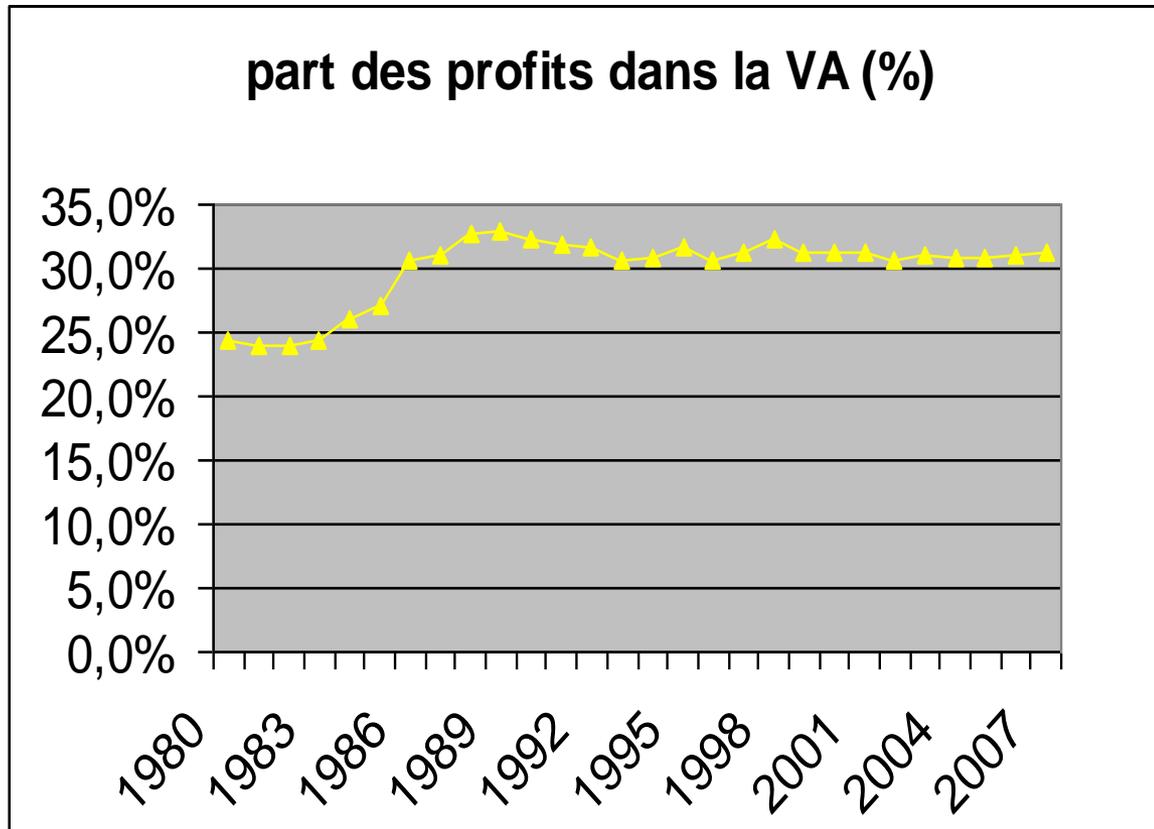
# La richesse augmente plus vite que les salaires...



À une exception près, depuis 1980, la VA augmente toujours plus vite que les salaires.

**S'il y a davantage de richesse, mais qu'elle ne va pas au travail, c'est nécessairement qu'elle va... au capital.**

# Le capital reçoit une plus grande part de la richesse depuis 30 ans.



Logiquement, la baisse de la part des salaires dans la VA se traduit par une hausse de la part des profits.

La richesse est réorientée vers le capital, au détriment du travail...

Or la capital ne finance pas les retraites...

Source : Insee,  
« partage de la valeur ajoutée », [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

# Réorienter la VA vers les salaires !

- La rémunération des salariés est la grande perdante du partage de la VA des 30 dernières années...sauf pour les très hauts salaires.
- En récupérant la part de richesse qui revient aux salariés, et qui est allée au capital, **on pourra augmenter simultanément les salaires nets et les cotisations** (salariales ou patronales).

Source : L. Hoang Ngoc, « sous la crise, la répartition des revenus », Ed. La Dispute, 2009.	hausse 1998 / 2007
salaire moyen de <b>90% des salariés</b>	<b>0,6% par an</b>
salaire moyen des <b>1% des salariés les mieux payés</b>	<b>1,8% par an</b>
salaire moyen des <b>0,01% des salariés les mieux payés</b>	<b>6,1% par an</b>
revenus du <b>travail</b>	<b>0,6% par an</b>
revenus du <b>capital</b>	<b>4% par an</b>

# Augmenter les salaires nets et les cotisations... c'est possible !

<b>1ère année</b> Valeur ajoutée = 500 000 €	<b>2ème année</b> : Gains de productivité = + 2 % VA : + 10 000 € (+2%)
Salaires nets = 150 000 €	Salaires nets = + 3000 € (+ 2%)
Cotisations (salariales + patronales) = 150 000 €	Cotisations = + 3000 € (+ 2%)
Profits = 200 000 €	Profits = + 4000 € (+ 2%)

Si les gains de productivité étaient répartis équitablement, on pourrait non seulement augmenter les salaires nets et les cotisations en même temps, mais même... les profits des entreprises !

Pourquoi refuser cette solution ? Parce que « certains » aimeraient continuer de s'accaparer la quasi-totalité des gains de productivité, comme ils le font depuis 30 ans !

**En affectant la moitié des gains de productivité aux cotisations d'ici 2040, on règle le problème de financement des retraites** (qui n'est pas un problème démographique, mais une question de répartition de la richesse).

# Et le pouvoir d'achat ?

« augmenter les cotisations, c'est diminuer le pouvoir d'achat des salariés » dit le gouvernement.

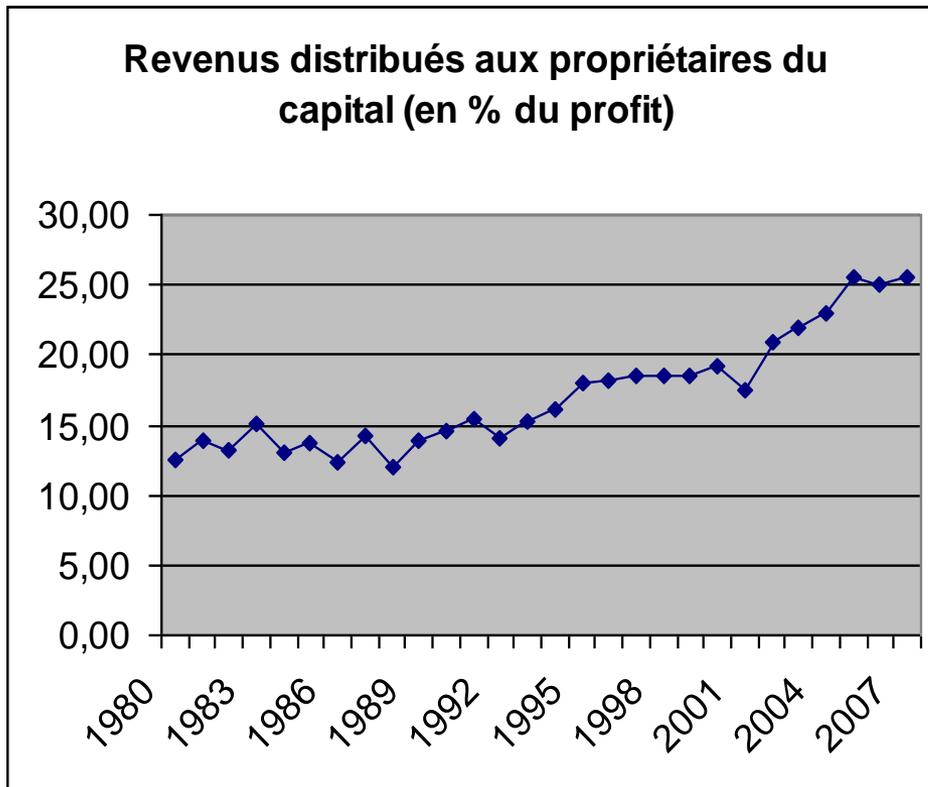
C'est FAUX, sauf à supposer que les salaires n'augmenteront plus jusqu'en 2040... (voir exemple précédent).

# Et les emplois ?

- « Augmenter les cotisations, c'est augmenter le coût du travail, donc détruire des emplois » dit le gouvernement.
- Les exonérations de cotisations (30 milliards d'€ / an) ne créent souvent pas d'emplois : les entreprises profitent **d'effets d'aubaine**. Elles embauchent sans cotisations des salariés qu'elles auraient embauchés de toutes manières !
  - Les exonérations de cotisations, quand elles contribuent à créer des emplois, concernent surtout des emplois peu qualifiés et peu payés : supprimer les cotisations sur les bas salaires, c'est inciter l'économie à créer du travail précaire, à temps partiel et peu qualifié, c'est-à-dire des **travailleurs pauvres**.
  - **Les entreprises embauchent lorsqu'elles anticipent une demande forte ou en hausse**. Même « gratuit », un salarié n'a aucun intérêt pour une entreprise si celle-ci n'a pas de débouché pour ses produits. A l'inverse, s'il y a de la demande (un « marché »), l'entreprise embauchera pour produire, même si le « coût » (= le salaire) est élevé. Or les débouchés sont liés... aux salaires !

# Et l'investissement ?

- « Des profits élevés sont nécessaires pour l'investissement des entreprises; augmenter les salaires, c'est bloquer l'investissement, donc la croissance », dit le gouvernement.



FAUX : les profits sont élevés depuis 20 ans... Pourtant l'investissement stagne.

⇒ Les entreprises distribuent de plus en plus leurs profits aux détenteurs du capital, elles ne les utilisent pas pour investir.

⇒ Les entreprises, lorsqu'elles souhaitent investir, ont recours au crédit bancaire.

⇒ Les entreprises investissent lorsqu'elles anticipent une demande forte ou en hausse.

Source : Insee, « partage de la valeur ajoutée », [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

# Et la compétitivité ?

- « Augmenter les cotisations, c'est augmenter le coût du travail, donc dégrader la compétitivité des entreprises françaises », dit le gouvernement.
- D'abord, la compétitivité ne dépend pas que des coûts de production : elle dépend de la qualité des produits, et des taux de change. Les voitures allemandes sont « compétitives »... bien que chères. Et l'Euro fort handicape les exportations françaises. **Le gouvernement fait semblant de croire que la compétitivité se réduit à la « compétitivité-prix »...**
- Le « coût du travail » ne dépend pas que du salaire : il dépend également de la quantité de biens et services (de qualité) que le salarié est capable de créer pendant qu'il est rémunéré (= **la productivité du travail**). Or la France a la plus forte productivité du travail... du monde. Ceci nuance fortement la thèse selon laquelle le coût du travail serait trop élevé en France.
- **La France est le principal pays d'accueil des investissements des entreprises étrangères...** qui ne semblent pas gênées par le coût du travail. Ce qu'elles apprécient ? La qualité des services publics, des infrastructures, le niveau d'éducation et de qualification... et le niveau de productivité du travail.

# Derrière l'argument démographique...

Année de départ en retraite à 60 ans	1998	2015	2045
Taux de remplacement (% du dernier salaire)	81 %	61 %	53 %

	...en ayant atteint le dernier échelon de la hors classe	...Sans la hors-classe.
Montant de la retraite d'un certifié partant actuellement en retraite à 60 ans après une carrière à temps plein...	2400 €	2100 €
Dans 20 ans pour un retraité certifié ayant eu une carrière identique (environ 5 ans de décôte)	1600 €	1400 €
Dans 20 ans si le calcul est fait sur les 25 meilleures années	1300 €	1100 €

Des contre-vérités destinées à justifier une **baisse des pensions**, qui « facilitera » l'ouverture du **marché privé de l'assurance-retraite** !

# Des solutions justes pour financer les retraites ?

- **Améliorer la situation de l'emploi** qui pèse directement sur les comptes de la Sécurité sociale ;
- **Revenir sur le déséquilibre du partage des richesses**, en augmentant les salaires, qui financent les retraites ;
- **Augmenter les cotisations sociales**, dans le cadre de la hausse des salaires : le pouvoir d'achat n'en sera pas diminué.
- **Elargir l'assiette du financement des retraites** : il faut aussi taxer les revenus des entreprises, les revenus financiers et ceux du patrimoine ;
- **Supprimer les exonérations de cotisations sociales** dont bénéficient les employeurs (sans aucun effet positif pour l'emploi), soit 30 milliards d'euros par an.